

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 GRAVELINES

GRAVELINES, le 11/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AGRIFREEZ

162 RUE DE LA GARE
59470 Esquelbecq

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G2\
AGRIFREEZ_Esquelbecq_070.02682\2_INSPECTIONS\2023_pollution Yser\Agrifreez_esquelbecq_RAPVI_0007002682.odt
Code AIOT : 0007002682

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/07/2023 dans l'établissement AGRIFREEZ implanté 162 RUE DE LA GARE 59470 Esquelbecq. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La DREAL a été informée d'une pollution dans l'YSER au niveau de la commune d'ESQUELBECQ par mail de la DDTM du Nord du 10 juillet 2023. L' Office Français de la Biodiversité (OFB) a mené une enquête et s'est déplacé le dimanche 9 juillet pour réaliser des prélèvements. Pour les investigations sur les ICPE, nous nous sommes rendus conjointement sur les lieux de 2 sociétés qui rejettent dans le fossé SNCF le mardi 11 juillet.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AGRIFREEZ
- 162 RUE DE LA GARE 59470 Esquelbecq
- Code AIOT : 0007002682
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site d'ESQUELBECQ est spécialisé dans la surgélation, le conditionnement et le stockage de légumes.

Le site est en cours d'extension, une nouvelle production est opérationnelle et la nouvelle station d'épuration est en cours de réalisation.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

La visite d'inspection fait suite à une pollution de l'YSER sur la commune d'ESQUELBECQ constatée le dimanche 9 juillet 2023 par des agents de l'OFB (Office Français de la Biodiversité). Cette visite fait suite aux investigations sur les installations classées pouvant être mises en causes dans le cadre de cette pollution.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	rejet dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 27/07/2021, article 3.4.9.1.	/	Sans objet
2	convention de rejet	Arrêté Préfectoral du 27/07/2021, article 3.4.1.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant l'origine de la pollution:

Les prélèvements réalisés dans l'YSER par l'OFB ont eu lieu le 9 juillet 2023 et la société AGRIFREEZ a cessé de rejeter dans le milieu naturel le 8 juillet. Les agents de l'OFB ont visité le site et suivi le cycle de l'eau sur le site. Le bassin tampon où sont stockées les eaux industrielles traitées a été vu et l'exploitant a expliqué qu'il utilise ces eaux en interne pour des nettoyages afin d'économiser de l'eau potable. Le plan des réseaux a été fourni, les regards situés sur la voie publique ont été visités, aucun prélèvement d'eau n'a été effectué sur le site par les services de l'OFB. Pour information, l'enquête judiciaire menée par l'OFB étant toujours en cours la DREAL n'a pas eu accès aux résultats des analyses réalisées pendant l'enquête.

Concernant les rejets d'eaux industrielles:

la dernière analyse réalisée a montré un dépassement en phosphore et l'exploitant doit expliquer à l'inspection des installations classées les causes de ce dépassement et les actions correctives mises en place suite à ce dépassement dans l'attente de la mise en service de la nouvelle station d'épuration. La station d'épuration a été étudiée pour abattre mieux le phosphore mais à ce jour AGRIFREEZ rencontre des difficultés dans la disponibilité des ouvriers pour l'exécution des travaux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : rejet dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2021, article 3.4.9.1.		
Thème(s) : Risques chroniques, contrôle des analyses de rejets		
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet		
Prescription contrôlée : débit maximum journalier = 590 m ³ /j Pour les différents polluants, les valeurs limites en concentration et en flux sont les suivantes :		
polluants	Concentration maximale journalière (en mg/l)	Flux maximal journalier (en kg/j)
MES	35	20,7
DCO	100	59
DBO5	15	8,85
Azote total	30	17,7
Phosphore total	2	1,18
Constats : La société AGRIFREEZ a suspendu ses rejets vers le milieu naturel à compter du 8 juillet 2023. Elle met en place des recyclages afin d'économiser de l'eau potable. Les analyses réalisées le 5 juillet montrent des résultats conformes en MES, DCO et DBO5 mais un dépassement en phosphore (7,3 mg/l au lieu de 2). Il est demandé à l'exploitant de faire le point sur ce dépassement en phosphore et sur ses causes, sous quinzaine.		
Type de suites proposées : Sans suite		
Proposition de suites : Sans objet		

N° 2 : convention de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2021, article 3.4.1.		
Thème(s) : Risques chroniques, convention de rejet		
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet		
Prescription contrôlée : Les eaux issues du process sont dirigées vers la station de traitement des eaux industrielles puis sont rejetées dans le réseau pluvial SNCF selon la convention établie.		
Constats : L'exploitant est en possession de sa convention de rejet établie avec la SNCF. Elle a été consultée sur site et a été fournie aux agents de l'OFB par mail. Sur la convention, on trouve les points kilométriques de rejet, ces points ont été vérifiés par l'OFB sur site. Il s'agit des PK 287-459 pour une canalisation de rejet de diamètre 160 mm, PK 287-510 pour une canalisation de rejet de diamètre 160 mm, PK 287-528 pour une canalisation de rejet de diamètre 160 mm, PK 287-604 pour une canalisation de diamètre de 160 mm. 3 regards ont été visités par l'OFB, il y a présence à chaque regard de légumes. Ils proviennent sûrement des zones de récupération des eaux pluviales proches des déchargements. Le plan annexé à la convention correspond bien aux regards visités.		
Type de suites proposées : Sans suite		
Proposition de suites : Sans objet		